



Déclaration Liminaire Intersyndicale au CTL du 15 décembre 2015

Madame la Présidente

Les effets des suppressions massives d'emploi mises en œuvre depuis des années à la DGFIP sont aujourd'hui manifestes : l'organisation de la DGFIP est en péril et l'accès au service public des citoyens, y compris les plus fragiles, est gravement menacé.

Les Organisations Syndicales signataires de cette déclaration refusent cette fatalité.

Malgré dix ans de suppressions de postes, et l'aveu implicite du Délégué du Directeur Général, lors de sa venue, le 3 décembre dernier, d'une mauvaise prise en compte de la croissance démographique et économique du département de l'Essonne, nous subissons encore une fois la suppression de 37 emplois !

Massivement présents le 9 juillet lors du CTL et le 15 octobre sur la dalle de Bercy, les agents de l'Essonne en ont assez du mépris à leur encontre.

Le refus de la Direction Générale de donner suite à notre demande d'audience traduit parfaitement le peu de cas qui est fait par la Direction Générale de ceux qui souffrent pour préserver une Administration Fiscale juste et humaine.

Comme le montre l'accroissement des pathologies liées au stress, des dépressions et des « burn-out » c'est dans leur chair et dans leur âme que les agents de la DGFIP portent les stigmates de la politique de la Direction Générale.

Nous combattons de toutes nos forces les décisions mortifères prises par la Direction Générale !

Quoique puisse en penser le Délégué du Directeur Général, nous n'accepterons jamais que la DGFIP ne soit pas une administration prioritaire, alors qu'elle participe, selon ses propos, à la réputation d'excellence de l'Etat !

Vous présentez à l'ordre du jour de ce Comité Technique Local la mise en place de PCR qui, à ce jour, n'a fait l'objet d'aucun dialogue social.

Les agents concernés sont privés de toute information sinon et certains dans l'angoisse.

La justice fiscale et le consentement à l'impôt sont les bases du Pacte Républicain, bien mis à mal par un gouvernement aux ordres d'une Commission Européenne sans légitimité démocratique et soumise aux puissances financières.

L'obéissance aveugle ne saurait être une réponse quand c'est l'injustice qui dirige : Obéir, c'est trahir, désobéir, c'est servir comme disaient les fonctionnaires entrés dans la Résistance.

Nous refusons de participer à une parodie de dialogue social, et nous boycottons donc ce CTL.